

l'enquête

11 % des 16-35 ans croient à la politique

Les politiques peuvent s'inquiéter, parmi eux les socialistes et les sociaux-démocrates en particulier : les jeunes n'y croient pas, n'y croient plus. En tout cas, ils ne croient pas ou plus dans l'offre actuellement sur le marché – pour rester dans la terminologie commerciale dominante. On s'en doutait. Mais pas dans cette mesure.

Une enquête réalisée graduellement depuis 2014 dans une vingtaine de pays, auprès de 20.000 personnes entre 16 et 35 ans au total, donne à voir une génération hyper méfiante vis-à-vis de la « classe politique » aux affaires en Europe, au Canada, en Amérique latine également.

Les résultats diffèrent de pays en pays, les nuances se fondent cependant dans quelques données alarmantes pour tout le monde, à commencer par l'intérêt pour la politique en général, au plus bas, polaire à vrai dire, où l'on apprend que la Belgique est... avant-dernière au classement.

En l'occurrence, 11 % seulement des personnes interrogées dans notre pays disent s'intéresser à la politique, c'est mieux que la Roumanie (10 %), et moins bien que tous les autres, qui ne peuvent pas pavoiser pour autant, les résultats étant catastrophiques dans tous les cas : la Turquie est la mieux notée

(24 %), devant l'Allemagne (20 %), l'Italie (18 %) puis quelques autres à la peine tout autant. Un peloton triste. Pour un problème majeur. Alerte rouge ? Affirmatif.

Du reste, l'enquête est au centre d'un colloque de deux jours, ces jeudi et vendredi, organisé à Bruxelles, au « MCE conference center », rue de l'Aqueduc à Ixelles, par la Fédération européenne d'études progressistes (la FEPS), présidée par Massimo D'Alema, ancien chef du gouvernement italien, figure (en rupture ?) du Parti démocrate (de Matteo Renzi), héritier de la gauche transalpine, ex-communiste notamment. Promotrice elle-même du sondage, avec le concours des centres d'études des partis socialistes en Europe (dont l'Institut Emile Vandervelde), la FEPS sonne l'alarme et convoque, pour 48 heures émaillées d'exposés et de débats, des élus, des universitaires, des experts et toutes les bonnes volontés pour tenter d'y voir clair dans les conséquences pour la gauche de cette désertion radicale d'une génération entière. Et, si possible, pour identifier la façon de recoller au monde qui file.

Le oui aux urnes

Tout n'est pas perdu. La même enquête nous apprend en effet

que les jeunes de 16-35 ans désignent les soins de santé (46 %), la création d'emplois (45 %), l'éducation (45 %), la lutte contre la pauvreté (36 %) ou encore l'environnement (33 %) comme les domaines d'action prioritaires, où le politique devrait opérer plus efficacement, ce qui ne nous éloigne pas radicalement des sujets de préoccupations « classiques » pour les partis et les responsables en tous genres. Bref, ceux-ci ne sont pas forcément à côté de la plaque (c'est déjà ça), mais leur message ne porte plus (c'est grave quand même).

En positif encore : en Belgique, une très large majorité des citoyens (75 %) entre 16 et 35 ans se disent prêts à se rendre aux urnes si des élections devaient avoir lieu dans les prochaines semaines. Un résultat encourageant même s'il est, probablement, partiellement motivé par l'obligation, chez nous, d'aller voter. Mais il ne faut pas voir le mal partout. Et certainement pas renoncer.

Nos socialistes et sociaux-démocrates, menacés par la gauche dite « radicale », défiés par les populismes de toutes espèces, cogitent : comment parler aux 16-35 ans ? Partant comment parler aux gens, tout simplement. Que dire ? Que faire sur tout ? ■

DAVID COPPI